

OFFICE DU NIGER
ZONE DE NIONO
PROJET RETAIL III
URDOC

République du Mali
Un Peuple - Un but - Une Foi

**CULTURES MARAICHERES ET HORTICOLES
A L'OFFICE DU NIGER
CONTRAINTE ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT**

Communication à l'atelier
« Transformateurs-Recherche » dans le secteur AGRO-ALIMENTAIRE
27 - 28 - 29 Novembre 1996 I.E.R Bamako

Novembre 1996

Yacouba Mamadou COULIBALY

Unité De Recherche Développement Observatoire Du Changement
BP 11 Niono région de Ségou Mali tél/fax 35 21 27

SIGLES ET ABREVIATIONS

- APROFA** : Agence pour la Promotion des Filières Agricoles.
- ARPON** : Amélioration de la Riziculture Paysanne à l'Office du Niger
- A.V** : Association Villageoise
- FED** : Fonds Européen de Développement
- I.E.R** : Institut d'Economie Rurale
- O.N** : Office du Niger
- SOMACO** : Société Malienne des Conserves
- T.V.** : Ton Villageois

INTRODUCTION

Longtemps considéré comme une activité annexe à l'Office du Niger, le maraîchage était pratiqué comme une culture de case dont le produit (essentiellement des légumes) était destiné à la consommation familiale.

Bien que l'Office n'ait jamais vu d'un très bon oeil ces cultures "concurrentes", elles se sont progressivement étendues vers la saison sèche grâce à l'arrosage permis par la création, avec la complicité de l'encadrement, de petites rigoles "piratant" les canaux de l'Office. Celui-ci a fini par accepter leur présence sans toutefois les reconnaître formellement par l'attribution officielle de terres pour ces jardins.

Le passage de la culture de légumes de case auto-consommés à un maraîchage commercial a été progressif, accompagnant le développement des petits centres urbains et des voies de communication. Le bitumage de l'axe Niono-Marakala a été décisif, il permet l'évacuation des produits sur Ségou, Bamako, ou la Côte d'Ivoire. La libéralisation du commerce du riz en 1987 a de plus augmenté le nombre de commerçants venant dans les petits centres urbains, multipliant ainsi l'activité des marchés et les opportunités d'évacuer les produits maraîchers.

La répartition des parcelles au sein de la famille est liée au type d'exploitation : dans un tiers des cas, surtout des petites familles en difficulté, des familles en équilibre précaire, ou des familles dont la croissance est basée sur la centralisation des revenus, le chef de famille exploite lui-même le jardin en mobilisant toute la main d'oeuvre, comme pour les rizières. Dans les deux tiers des familles, du fait d'une situation plus stable mais aussi de la pression des dépendants, le chef de famille leur laisse la possibilité d'acquiescer avec le maraîchage un espace de liberté économique, qu'ils pourraient sinon rechercher à l'extérieur. On constate aussi l'influence de l'ethnie sur les modalités de gestion. Dans les familles minianka, souvent de plus petite taille que les familles bambara, l'exploitation en commun prédomine, l'autonomie des différents membres de la famille étant en général réduite. Cela est aussi lié à l'origine traditionnelle du maraîchage : les intervenants étaient plutôt les femmes chez les bambaras (les hommes cultivant les céréales), plutôt les hommes chez les miniankas, pour qui cette activité était intégrée à l'exploitation comme celle des céréales. Dans les deux cas, la situation a évolué vers une mixité de la culture maraîchère, même si elle reste plus souvent une activité familiale commune chez les miniankas que chez les bambaras, chez qui le partage des terres entre les dépendants, homme et femmes, est plus fréquent.

Malgré ses contraintes liées aux insuffisances technique de la production et la mauvaise organisation de la filière commerciale, cette activité présente de meilleures perspectives de développement à l'Office du Niger.

Le présent exposé tente de faire un bref aperçu sur la situation générale des cultures maraîchères et horticoles à l'Office du Niger.

1. Présentation de l'Office du Niger

L'Office du Niger, situé à 350 km de la capitale du Mali, le plus grand et le plus ancien périmètre irrigué de l'Afrique de l'Ouest, a été créé en 1932 par l'administration coloniale française, pour produire du coton destiné à alimenter l'industrie textile française. Des populations en provenance de l'ancienne Haute Volta (actuellement Burkina Faso) et le sud du Mali y ont été installées *manu militari* sur les terres. Depuis, cette entreprise a connu plusieurs phases au cours de son évolution (cf tableau 1).

Sur un potentiel d'environ 1.000.000 d'ha, 50.000 ha sont actuellement irrigués gravitairement avec l'eau du fleuve Niger retenue par le barrage de Markala et drainée sur plus de 160 km à partir d'un dispositif de canalisation et d'ouvrages de régulation. D'où une sécurisation permanente pour la fourniture de l'eau pendant toute l'année.

En 1970, des contraintes techniques pour la culture de coton, et la stratégie nationale de recherche de l'autosuffisance alimentaire, ont fait décidé par l'état malien la reconversion des terres pour la monoculture. L'inadaptation des aménagements et le caractère fortement dirigiste de l'encadrement (politique agricole nationale ?) qui n'autorisait aucune initiative personnelle des agriculteurs (notamment par rapport au système de culture), ont vite provoqué une paupérisation générale des agriculteurs.

De grands travaux de réhabilitations ont été initiés au début des années 80 suite à la "conférence spéciale" de 1979 sur l'avenir de l'Office du Niger. Ils ont nécessité de lourds investissements qui doivent être rentabilisés à travers une augmentation des rendements, la maîtrise d'une double culture annuelle riz ou la diversification. Cependant ces différentes options posent des problèmes techniques et organisationnels dont la gestion déjà difficile pour l'état est désormais à la charge des agriculteurs dans le nouveau contexte de désengagement de l'état.

L'exploitation des 50.000 ha repartis entre cinq grandes zones de production (Macina, Niono, Molodo, N'Débougou et Kouroumari) est assurée par environ 12.000 familles réparties entre 150 villages avec une population agricole totale de 160.000 habitants. Malgré leur grande diversité, la riziculture reste l'activité agricole principale pour toutes ces exploitations agricoles. Mais elles pratiquent également le maraîchage, l'élevage, la pêche et d'autres activités de moindre importance.

Tableau 1 : Les grandes dates de l'Office du Niger

Dates	Evénements majeurs
1932 (5/01)	décret portant création de l'ON
1934	début des travaux du barrage de Markala
1947	inauguration du barrage et début de la période d'exploitation moderne
1960	nationalisation de l'Office du Niger (Mali)
1962	africanisation du personnel dirigeant
1966	Introduction de la canne à sucre (diversification orientée)
1970	abandon de la culture du coton, monoculture du riz sur un aménagement non adapté,
1979	- paupérisation générale des agriculteurs - conférence spéciale sur le redressement de l'Office du Niger
1982	première expérience de réhabilitation et d'intensification de la riziculture par la coopération néerlandaise
1984	- création des associations villageoises et transfert de certaines compétences de l'Office du Niger - abolition de la police économique - création d'une structure autonome pour la canne à sucre - désenclavement de la ville de Niono
1986	- début de la riziculture intensive en vraie grandeur (Retail) - intégration officielle des cultures maraîchères dans le système de production - libéralisation du commerce du riz et augmentation de l'exportation des produits maraîchers vers les principaux centres urbains
1991	démocratisation politique, contestations des AV/TV (en situation de dysfonctionnement), création de Groupements d'Intérêt Economique
1994	- restructuration de l'Office du Niger, recentrage des activités, création de structures autonomes - dévaluation du franc CFA, renchérissement du prix des intrants et meilleure valorisation des produits agricoles - initiation de la production de tomate sous contrat

Sources : Jamin, 1994 et Coulibaly, 1996

2. Les productions maraîchères

2.1. Les surfaces

Le peu d'intérêt de l'Office du Niger pour les cultures maraîchères laissait une faible part à ces cultures dans l'occupation des terres. Elles étaient seulement pratiquées sur les terres marginales (non dominables pour la riziculture) et les espaces réservés pour l'extension des villages).

Au cours des premiers travaux de réhabilitation du projet Retail, des soles spécifiques ont été dégagées pour le maraîchage. Ce sont de petits lopins attribués aux exploitations agricoles selon une norme de 2 ares par PA (population active de 8 à 55 ans). Depuis, l'intégration de la diversification par l'Office du Niger dans sa stratégie de développement permet aujourd'hui l'application de ce modèle foncier à tous les nouveaux schémas de réhabilitation.

Le regain d'intérêt des agriculteurs pour cette activité, suite à plusieurs facteurs favorables, a provoqué un blocage foncier dont la stratégie de gestion a été l'intégration partielle des cultures maraîchères dans les assolements. Elles sont cultivées en rotation avec le riz.

Outre la zone de Niono où elle est très développée, l'activité maraîchère se pratique aujourd'hui sur l'ensemble des cinq zones de production de l'Office du Niger (cf tableau 2)

Tableau 2 : Répartition des surfaces maraîchères

(différentes zones de production, campagne de contre saison 1995/1996)

Zone de production	Surfaces (ha)	%
Niono	677	40
Macina	320	19
Kouroumari	300	17
Molodo	233	13
N'débougou	185	11
Total Office du Niger	1748	100

Source : Suivi/Evaluation, Office du Niger, 1996

Ces chiffres sont largement inférieures (d'environ 50%) à la réalité car ils concernent seulement les surfaces pour lesquelles l'Office du Niger est supposé percevoir une redevance hydraulique. Or les agriculteurs pratiquent le maraîchage sur les terres réservées pour l'extension des villages et toutes celles pouvant être irriguées le long des drains.

2.2. Les principales spéculations

On observe une importante diversité des espèces cultivées. L'échalote, la patate douce et la tomate sont les principales cultures ; l'ail, le gombo le piment et des spéculations exotiques (laitue, chou, betterave....) sont également cultivées. L'échalote est la culture dominante, plus de 60% des surfaces.

L'installation des cultures est fortement concentrée entre les mois de novembre et de janvier. Sa rareté en dehors de cette période, semble liée à des contraintes techniques (état du sol, variétés adaptées....) et organisationnelles (gestion du chevauchement avec la riziculture). Même si certains paysans obtiennent de bons rendements, beaucoup sont encore loin des potentiels sahéliens déterminés en station (D'Arondel de Hayes et Traoré, 1990).

Le tableau 3 donne des indications sur la variation des rendements pour les principales cultures et les marges de progrès possibles.

Tableau 3 : Rendements (T/ha) observés dans les jardins des paysans
(Zone de Niono)

Spéculations	rendement moyen (t/ha)	minimum	Maximum
Echalote	25	3	50
Tomate	25	4	70
Patate douce	21	15	35
Ail	14	8	21

La production maraîchère annuelle à l'Office du Niger, dominée par l'échalote (plus de 70%) est estimée à environ 30.000 T. Plus de 60% de la production d'échalote est exportée vers le marché de Bamako.

3. Contraintes

Malgré son nouveau essor, l'activité maraîchères à l'Office du Niger est confrontée à plusieurs contraintes. Elles sont :

. Techniques :

- L'absence de références locales constitue un handicap pour l'augmentation de la production et de la productivité
- le faible intérêt de l'Office du Niger, par le passé, pour cette activité crée aujourd'hui un besoin pressant de formation des agents de vulgarisation et des agriculteurs.

Ces derniers se réfèrent essentiellement à leurs expériences personnelles d'où des insuffisances par rapport à la maîtrise des itinéraires techniques (calendriers culturaux, rotation, semences fertilisation, protection phytosanitaire, technologies de post-récolte).

. Economiques :

La concentration de l'installation des cultures, sur une même période entraîne un mauvais échelonnement des récoltes. Ceci se traduit par une offre importante de produits maraîchers sur le marché pendant la période de récolte. L'étroitesse du marché et la mauvaise maîtrise des techniques post récolte (conservation et transformation) conduisent à la chute des prix et occasionnent des pertes importantes. Très peu de produits se prêtent aux techniques traditionnelles de conservation. Les expériences des agriculteurs en la matière présentent plusieurs insuffisances aussi bien dans leur efficacité (réduction des pertes) que dans leur qualité (hygiène).

4. Un nouvel environnement favorable

De nouveaux facteurs concurrent aujourd'hui à un meilleur développement du maraîchage à l'Office du Niger

4.1. La nouvelle option de l'Office du Niger

Pour soutenir sa politique de diversification amorcée, l'Office du Niger a entrepris, en collaboration avec différents partenaires, des actions favorables à la promotion de la filière des cultures maraîchères et horticoles :

- **Assouplissement de la gestion du système de production** : reconnaissance officielle du maraîchage dans le périmètre aménagé, modification du modèle foncier en cours.
- **Formation des agents** : des séances de formation (par module) des conseillers agricoles pour la maîtrise de la production maraîchère sont financés par l'Office du Niger et/ou ses partenaires (projet Retail, Programme Arpon, FED, Banque Mondiale (APROFA)).

- **Intensification des recherches** : des travaux portant sur l'amélioration de la production et de la productivité, sont actuellement conduites par le Programme Fruits et Légumes de l'IER à travers des conventions de collaboration avec le projet Retail.

Le nouveau protocole d'accord entre l'Office du Niger et APROFA, permettra de renforcer les actions initiées pour la valorisation des produits.

4.2. Une meilleure valorisation de la production

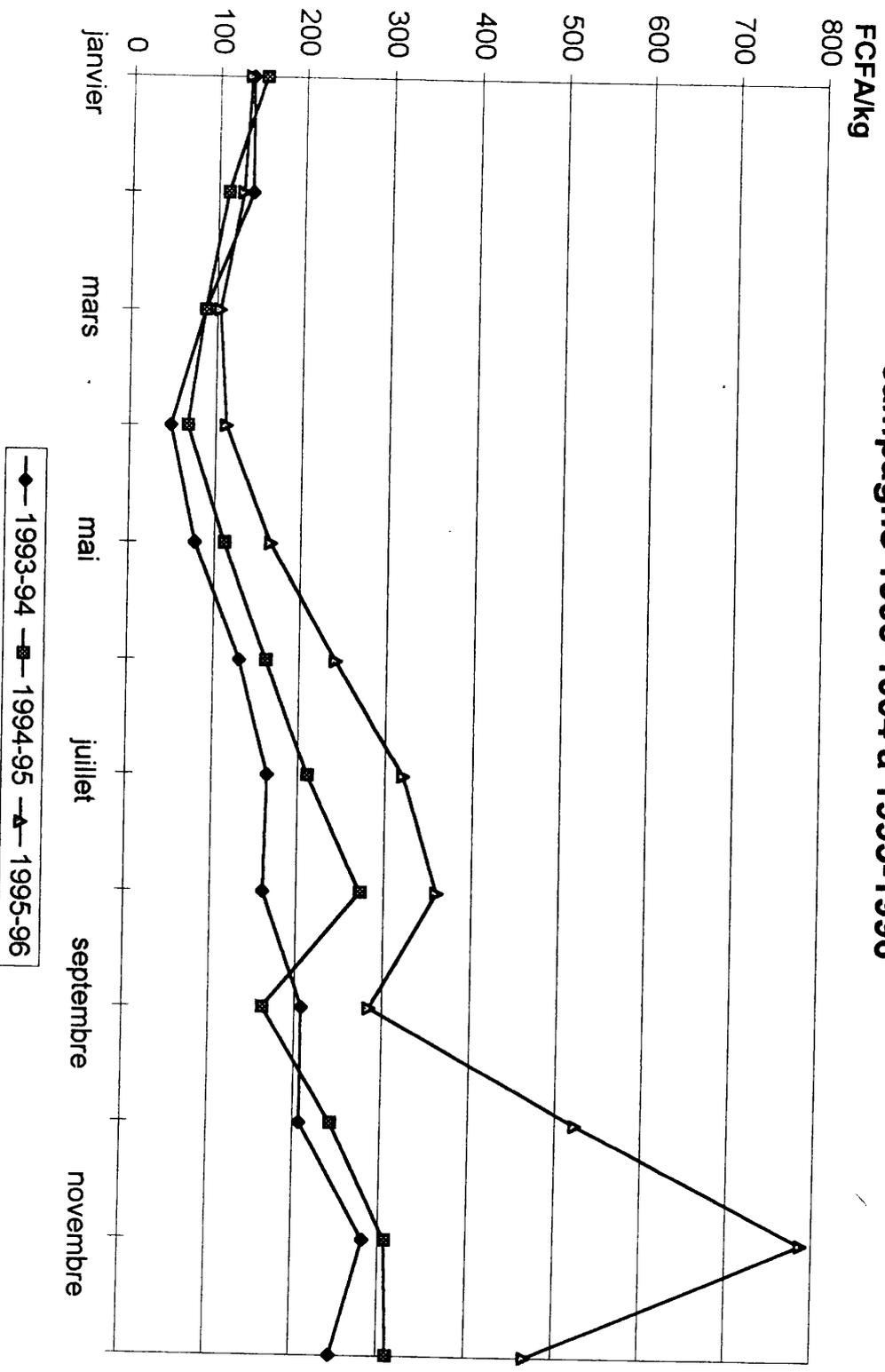
La dévaluation du F CFA en 1994 semble avoir eu un impact positif sur les prix des produits maraîchers. L'analyse comparative de l'évolution des prix pour les principales cultures, au cours des trois dernières années indiquent une augmentation moyenne des prix (généralement supérieure au taux d'inflation de 25 % depuis 1994). On observe cependant une forte variabilité dans cette augmentation selon les spéculations et selon la période (évolution de l'offre). Le graphique 1 illustre l'évolution des prix de l'échalote (Pasquier, 1996).

Plus que l'effet pervers de l'augmentation des prix et de celle des revenus malgré le renchérissement du prix des intrants, c'est l'élargissement du marché qui semble avoir été le facteur déterminant du nouvel engouement des agriculteurs pour les cultures maraîchères dans la période post-dévaluation.

Pour les échalotes/oignon, bien que non quantifiées, il semble que les quantités exportées vers les pays voisins (Côte d'Ivoire et Guinée) ont augmenté. Le retour de la SOMACO vers la production nationale favorise l'écoulement des tomates produites à l'Office du Niger (plus de 900 tonnes commercialisés en 1995 et un objectif de 3500 tonnes en l'an 2000).

La croissance démographique de la zone Office du Niger, l'introduction progressive des légumes dans les habitudes alimentaires locales sont également des facteurs potentiels d'élargissement du marché des produits maraîchers.

**EVOLUTION ANNUELLE ET INTERANNUELLE DES PRIX MOYENS DE
L'ECHALOTE FRAICHE SUR LE MARCHÉ DE NIONO
campagne 1993-1994 à 1995-1996**



Conclusion

L'Office du Niger avec une production annuelle de plus de 200.000 tonnes de riz paddy, contribue largement pour l'autosuffisance alimentaire du Mali. Les nouvelles perspectives qu'offrent la diversification très complémentaire avec la riziculture (investissement des revenus du maraîchage dans la production rizicole), fait de lui un véritable pôle de développement économique. Cependant, il importe d'apporter l'appui nécessaire pour soutenir cette nouvelle stratégie de valorisation de ce grand périmètre. La recherche de solutions au principal goulot d'étranglement de la promotion des cultures maraîchères qu'est l'écoulement des produits, pose quelques interrogations :

- . A quoi correspondent les difficultés rencontrées par les producteurs dans l'écoulement de leur production ?
- . Peut-on renforcer la place de l'Office du Niger dans l'approvisionnement en échalote/oignon du marché national et dans les exportations sans jouer sur l'activité principale qu'est la riziculture ?
- . Quels sont les déterminants des dates d'installation des cultures, des itinéraires techniques et leurs conséquences en terme de quantité et de qualité des produits proposés ?
- . En quoi l'organisation des producteurs peut-elle permettre l'amélioration de la production pour satisfaire les exigences quantitatives et qualitatives de la demande ?
- . Quels sont les aléas et les facteurs d'incertitudes qui jouent sur la production et/ou la commercialisation. Quel est leur impact ?
- . Quels sont les objectifs des commerçants en matière de qualités des produits recherchés ?
- . Quelles stratégies de substitution d'une production locale de gros oignons à l'importation?
- . Conséquences des stratégies d'approvisionnement des commerçants sur la production locale de l'Office du Niger ?

Depuis son démarrage en 1986, au cours de ses différentes phases, le projet apporte sa contribution à la promotion des cultures maraîchères en zone Office du Niger.

On peut citer quelques actions :

- Intégration du maraîchage dans le foncier officiel de l'Office du Niger (Retaill, 1986);
- Analyse du fonctionnement des exploitations maraîchères et tests de nouvelles variétés (1990-1992);
- Tests de production et de commercialisation de l'oignon violet de Galmi, (1992-1995);

- Diffusion de semences maraîchères améliorées (1992-1994);
- Collecte de données statistiques (1989-1996);
- Conventions spécifiques avec le programme Fruits et Légumes (protection phytosanitaire, caractérisation des cultivars locaux d'échalote, essais d'étalement de la production de tomate)
- Appui à la valorisation des produits :
 - . Analyse de la rentabilité économique du maraîchage
 - . Analyse de la filière de commercialisation des produits maraîchers (1992)
 - . suivi des prix des produits maraîchers sur les marchés de niono, Segou et Bamako (collaboration avec le projet SAC/GTZ de Bandiagara), diffusion hebdomadaire des prix sur les antennes de la radio rurale de Niono)
 - . Expérimentation du séchage solaire des échalotes
 - . Mise au point d'un prototype de case de conservation des échalotes
 - . participation à la mise en place d'une filière de production de tomate industrielle par les paysans de la zone de Niono (contrat avec la SOMACO), 1994-1996;
 - . Organisation d'un séminaire pour poser un diagnostic sur l'avenir des cultures maraîchères à l'Office du Niger (1996)
 - . Organisation (projet) d'un atelier sur la commercialisation des échalotes/oignons (3 et 4 décembre, 1996).

Bibliographie

- Coulibaly Y., 1992 . *Analyse des exploitations maraîchères au projet Retail, Secteur Sahel Office du Niger. Niono Projet Retail. 70 p. + Annexes*
- Coulibaly Y., 1994 . *Atelier de formation sur la production, la conservation et la commercialisation des oignons/Echalotes 1 au 4 Décembre 1994. Niono, CICF 10 p.*
- Jamin J-Y., 1994. *De la norme à la diversité : l'intensification rizicole face à la diversité paysanne dans les périmètres irrigués de l'Office du Niger (Mali)*. Thèse doct., INA-PG, Paris, France, 255 p. + annexes.
- Le Gal P.-Y., 1996. *Evolution des activités de l'URDOC du projet Retail 3*. CIRAD/SAR n° 110/96, 31 p. + annexes.
- Molle F., 1993 *Rapport annuel 1992. Projet Retail (Mali), volet recherche-développement*. Montpellier, CIRAD-SAR, 299 p.
- Office du Niger, 1995 *Bilan de campagne*.
- Office du Niger (S/E Niono) , 1995 *Résultat sondage statistique maraîchage*.
- Pasquier L., 1996. *Le développement des cultures maraîchères à l'Office du Niger : atouts et contraintes dans le contexte post-dévaluation Mémoire ENITA; Niono/Bordeaux, 67 p. + annexes*.
- URDOC, 1995 . *Premier comité de suivi technique, Niono ON/ Projet Retail/Urdoc, 43 p.*
- URDOC, 1996. *Séminaire sur le maraîchage à l'Office du Niger (6 et 7 mars, 1996)*. Niono. ON/URDOC. 14 p. + annexes.